

LIBÉRIA

11

ENJEU

La paix reste insaisissable au Libéria. En dépit de tous les efforts, la guerre civile généralisée continue de compromettre les libertés et droits de la personne. Les démarches internationales et les efforts régionaux de maintien de la paix (déployés par l'ECOMOG, le groupe d'observateurs militaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) n'ont guère réussi à ramener la paix, ni à rétablir le respect des droits de la personne.

CONTEXTE

La situation catastrophique au Libéria n'a pas vraiment changé entre septembre 1995 et novembre 1996. Après six ans d'une guerre civile qui a déjà fait plus de 200 000 victimes, les diverses factions poursuivent leurs attaques, au hasard des alliances qui se font et se défont. Littéralement prise en otage, la population civile se trouve en butte aux combats les plus violents depuis le début de la guerre, en 1989. Les 60 000 combattants, dont 15 000 enfants soldats, font régner la terreur, et des milliers de Libériens désespérés viennent grossir les rangs des personnes déplacées, estimées à environ la moitié de la population. D'autre part, les chefs des différentes factions semblent multiplier les efforts pour saboter toutes les chances de règlement véritable. Le processus de désarmement, entrepris sous les auspices de l'ECOMOG, aurait dû être en bonne voie à la fin de novembre 1996, mais il y a peu d'espoir de le voir réussir; de son côté, l'ONU annonçait fin décembre la suspension de ses activités de désarmement et de distribution de denrées alimentaires dans la région allant de Tubmanburg à la frontière avec la Sierra Leone, en réponse aux tentatives de chantage exercées par les milices locales. La lenteur du processus de désarmement témoigne de la constante mauvaise foi manifestée par bon nombre de factions.

8

En avril 1996, le Conseil d'État ayant tenté d'arrêter le chef de faction Roosevelt Johnson, le pays a sombré dans les pires combats depuis le début du conflit. Complètement dévastée, Monrovia a été livrée à l'anarchie; non seulement l'accord de paix signé à Abuja en août 1995 a-t-il été violé, mais la population civile a été soumise à pratiquement tous les abus imaginables. Les combattants fidèles à Johnson ont pris en otage des civils, des soldats de l'ECOMOG et des membres de la communauté libanaise résidente, et toutes les factions ont délibérément et arbitrairement tué des civils. Ces atrocités n'ont à ce jour fait l'objet d'aucune enquête. À ce qu'il paraît, des combattants de toutes les factions, sous l'influence de l'alcool et de la drogue, se seraient livrés au massacre et au pillage. Des civils ont été battus, torturés, violés et sommairement exécutés en raison de leur origine ethnique ou de leur sympathie supposée pour telle ou telle faction. De nombreux Libériens ont été soumis au travail forcé. Toutefois, étant donné le grand nombre de factions armées en présence et les constants renversements d'alliances, il est difficile de désigner avec précision les auteurs des assassinats et des pillages.

9

Entre avril et juin, de nombreuses ambassades et organisations non gouvernementales ont évacué les membres de leur personnel ou limité leurs activités au Libéria. L'aide et la

10